LA MORT DE SEKOU TOURÉ

Le long règne d'un autocrate

« Nous préférons la pauvreté dans la liberté à la richesse dans l'esclavage ». — Le jeune tribun s'adresse au général de Gaulle venu soumettre aux peuples d'Afrique de dessein d'une « communauté française ». La scène se passe en août 1958, à Conakry. Une nation entre dans l'histoire. Sous les acclamations, Ahmed Sékou Touré trouve sa dimension de héros populaire : son destin désormais va s'identifier pleinement avec celui de son pays.

Visage énergique, regard presque dur, physique bâti pour la lutte, tout dans le personnage révélait une volonté peu commune. Mais le sourire éclatant, communicatif, était celui d'un homme habitué à tenir les foules sous son charme. Ce sourire, l'imagerie l'a répété à l'infini, jusque sur la toile des boubous. Car le « Chef suprême de la Révolution » avait un goût immodéré de la mise en scène, comme en témoignaient des discours-fleuves, où les propos violents et pittoresques étaient appuyés par d'amples mouvements de ses bras entourés de la tunique africaine blanche.

L'homme, alors, ne s'embarrassait guère de nuances : il s'agissait de séduire et d'entraîner plutôt que de convaincre. Sachant passer du lyrisme révolutionnaire au ton le plus familier, c'est dans les langues locales, soussou ou malinké, qu'il avait ses meilleurs effets d'orateur. Fier de descendre du grand Samory, précurseur farouche de la résistance noire, n'hésitant pas à mêler prières et danses aux discours, il avait davantage présent en lui l'orgueil des tribus peules que la ferveur de l'islam.

Les adversaires de Sekou Touré ne virent en lui qu'un démagogue brouillon et tyrannique, servi par l'Histoire, grisé par son propre rythme, qui avait pris les apparences trompeuses d'une sorte de moine. Son frère Ismaël, son « lieutenant » Diallo Safoulaye, furent des conseillers toujours écoutés.

D'un tempérament volontariste et joueur, aimant à brusquer l'événement, il savait aussi se dégager avec adresse et empirisme. Rebelle à tout dogmatisme, l'auteur de *la Révolution en Afrique* ne fut qu'un théoricien sans rigueur : sa foi intolérante n'était pas celle d'un doctrinaire, mais celle d'un homme d'action et de combat.

Autodidacte doué, petit fonctionnaire devenu grand dignitaire de l'Afrique occidentale française, le président guinéen eut des débuts qui auraient pu satisfaire un « assimilé » ambitieux. Mais, dès l'origine, il vit en rupture avec l'ordre établi : il est renvoyé du collège pour avoir organisé une grève de la faim, exclu de l'administration coloniale à cause de ses activités politiques. Car la révolte l'a déjà conduit à l'engagement révolutionnaire. Bientôt promu à la tête du jeune syndicalisme guinéen, il fait figure d'élément avancé, « marxiste » disait-on alors.

En 1953, le jeune leader trouve l'occasion de donner sa mesure. Il déclenche une grève générale pour obtenir l'application du code du travail en Guinée. Après plus de deux mois, le gouverneur de l'AOF doit lui accorder gain de cause. Pour les habitants de Conakry, Sekou Touré entre déjà dans la légende.

Dans sa lutte contre l'administration coloniale, il lui reste une dernière étape à franchir. En 1956, il recueille les fruits de sa popularité : maire, député, il est chargé de former le conseil de gouvernement guinéen. Mais le nouveau notable a d'autres ambitions que l'autonomie mesurée offerte par la loi-cadre. Usant avec habilité de ses pouvoirs, le premier en Afrique il brise les chefferies, installe des conseils de village élus, africanise la fonction publique. En 1958, la Guinée fut le seul pays d'Afrique française à choisir l'indépendance, mais était aussi le seul à s'y être, dans une certaine mesure préparé.

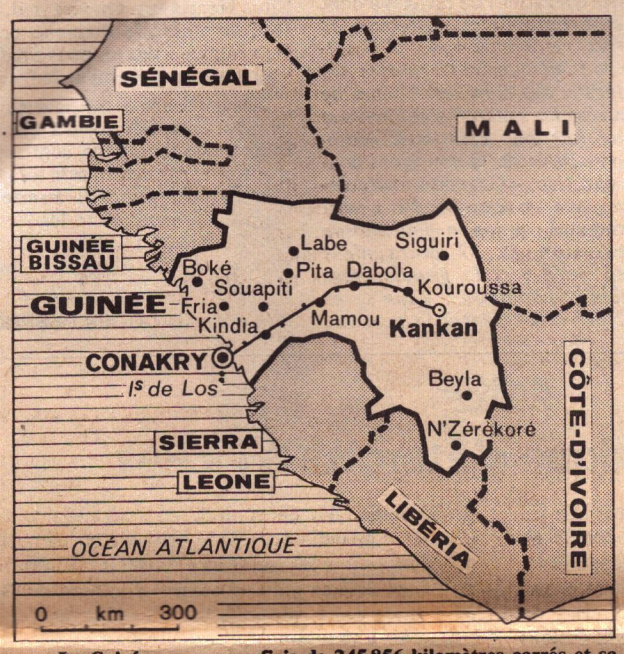
Menacée par l'isolement monétaire, désorganisée par une étatisation hâtive, l'économie de la jeune République dépérit rapidement. En 1963, le chef d'Etat dénonçait *« les manœuvres réactionnaires de la nouvelle classe mercantile »*, mais engageait une politique de libéralisation. Ces dernières années, il se félicitait même d'avoir associé des capitaux étrangers à la mise en valeur minière du pays.

Revenu à des solutions pragmatiques, le leader restait attaché aux slogans et aux rites du socialisme le plus intransigeant. En 1967, il lance la « révolution culturelle » : milices populaires, méditation des poèmes et des pensées du maître, retour aux langues africaines... Le charme des premiers temps était sans doute rompu. Sans l'écho des foules, le mot d'ordre, cette fois, reste une formule creuse. Dans le même temps, les difficultés s'aggravent. Condamnée à l'exil, une opposition s'organise, constitue un Front national de libération. Les complots, vrais ou imaginaires, se succèdent, ainsi que les procès, les épurations dans l'armée et le parti. La terreur s'installe, frappe jusqu'aux premiers compagnons de route. Le tribun, cédant à un étrange délire de persécution, se retrouve dangereusement isolé.

Incertitude et déception apparurent également dans la pratique du *« neutralisme positif »*. Sekou Touré conduisit avec un mélange d'impulsivité combative et d'adresse manœuvrière un jeu diplomatique délicat. Mais il poussait, jusqu'à la maladresse, le goût des dénonciations véhémentes et des volte-face spectaculaires qu'il devait le plus souvent faire suivre de réconciliations embarrassées.

L'ancienne métropole ne voulut jamais pleinement pardonner au rebelle de 1958 ni l'audace du premier refus ni l'imprudence d'accusations portées contre des ministres français lors du complot de 1965. Entre les deux pays, la reprise du dialogue n'eut pendant longtemps que des résultats médiocres. Le président guinéen dut, dans un premier temps, demander assistance au camp socialiste. Familier des pays de l'Est dès son jeune âge, il se rend en 1960 à Pékin, puis à Moscou. La même année que Fidel Castro, il reçoit le prix Lénine de la paix, qui consacre en lui le précurseur impatient des luttes du tiers-monde. Mais il se refuse à toute allégeance.

En 1961, il dénonce le *« complot des enseignants »*, où il croit reconnaître *« un plan machiavélique tendant à déclencher une révolution marxiste »*. Il va donner alors des gages à l'Ouest. A Washington, en 1962, il rencontre le président Kennedy et obtient de substantiels avantages pour l'équipement de son pays. Il semble par la suite se détourner à nouveau de l'Occident. Honneur insigne, l'URSS devait, en 1965, saluer en lui le secrétaire d'un *« parti presque frère »*. L'aide américaine est peu à peu suspendue. A poursuivre de front des politiques trop difficilement conciliables, l'homme d'Etat se condamnait à des demi-victoires.



La Guinée a une superficie de 245 856 kilomètres carrés et sa population est estimée à près de six millions d'habitants islamisée à 75 %. On pense cependant que près de deux autres millions de Guinéens vivent en dehors de leur pays, notamment au Sénégal et en Côte-d'Ivoire. La capitale, Conakry, compte sept cent mille habitants. Les ressources économiques de la Guinée sont essentiellement constituées par l'exploitation de la bauxite (3e producteur mondial) et la culture des bananes, du café et des ananas.

Les revenus de la bauxite suffisent à peine à couvrir les frais de fonctionnement de l'appareil d'État et le service d'une forte dette extérieure (près de 2 milliards de dollars). La production rurale, en pleine régression, ne relève plus que de l'autosubsistance. Le commerce, qui avait été totalement étatisé, est dans une situation catastrophique.

Héros de l'émancipation nationale, Sekou Touré fut, un temps, le symbole de l'Afrique combattante. Son soutien aux mouvements de libération, en Algérie puis dans les territoires portugais, ses jugements sans nuances sur les sécessions katangaise et biafraise, sa dénonciation des politiques raciales en Rhodésie et en Afrique du Sud, le firent apparaître comme l'avocat le plus véhément de la libération du continent. Il ne voulut jamais partager la recherche d'un Senghor, inquiet de concilier *« la passion nègre et la raison hellène »*, ou se laisser aller à une collaboration confiante avec l'ancienne métropole. Pour lui, le thème de la négritude, le projet d'une communauté francophone, chers au poète et à l'homme politique sénégalais, n'étaient que des mystifications pernicieuses du néo-colonialisme.

En revanche, il a partagé avec un Lumumba, avec des hommes comme Ben Bella, Modibo Keita, N'Krumah, une même ferveur messianique, un même sens visionnaire de l'avenir africain. L'union de la Guinée avec le Ghana, puis avec le Mali, devait témoigner de cette communauté de dessein. Jusque dans son échec, elle n'eut guère que valeur de symbole. Les jeunes héros du progressisme furent tour à tour évincés de la scène politique.

Pour le leader guinéen, le succès des régimes militaires était le signe accusateur de l'ingérence « impérialiste ». Après juin 1965, nul ne fut plus sévère pour le nouveau régime algérien. En février 1966, offrant l'asile à N'Krumah, il devait même, dans un geste surprenant, partager sa charge de chef de l'Etat avec l'ancien « Rédempteur » ghanéen. Après la chute de Modibo Keita, Sekou Touré restait en Afrique le dernier paladin de la Révolution.

On ne lui pardonnait guère cette obstination. M. Yameogo l'avait un jour traité de *« commis-voyageur de la division »*. Le jugement est sommaire. Nostalgique des grands empires de l'ancienne Afrique, le président guinéen aurait voulu restaurer des fédérations régionales, dépasser l'affrontement des modérés et des progressistes. En 1963, à Addis-Abeba, il fut, avec son ami N'Kru-

Avec les pays de l'ex-AOF, il s'essaya même à l'art — difficile pour lui — du bon voisinage. Il ne sut pourtant les dissuader de rejoindre l'Organisation commune africaine et malgache. La maladresse avec laquelle il mit publiquement en cause MM. Houphouët-Boigny et Senghor en 1965 et en 1966, témoigne de l'amertume qu'il éprouvait à l'époque. Plus récemment, il devait multiplier les gestes de conciliation.

Complots...

En 1967 pourtant, le chef de l'Etat guinéen fait part de son souhait de rétablir le dialogue avec la France. Ce n'est alors qu'un « ballon d'essai ». Paris accueille son initiative avec circonspection. Très vite, cette prudence se révèle justifiée. A Conakry, le chef de la révolution guinéenne annonce la découverte d'un nouveau complot dans lequel sont impliqués plusieurs Etats africains, dont la Côte-d'Ivoire, et la France elle-même. Treize personnes, dont l'ancien confident, M. Keita Fodeba, sont condamnées à mort.

En 1970, des mercenaires guinéens et portugais tentent de reprendre le pouvoir à Conakry. Les affrontements auraient fait trois cents morts. A la faveur de ce dernier événement, une certaine solidarité africaine autour de la Guinée se reconstitue. A l'intérieur, la population serre les rangs autour de son chef suprême. Et même s'il s'avère ensuite que la tentative de pustch était surtout le fait de Guinéens de l'extérieur, M. Sekou Touré apparaît le seul garant de l'unité nationale.

A l'ONU, la France, les Etats-Unis, l'Espagne et la Grande-Bretagne refusent de s'associer à la condamnation du Portugal par le Conseil de sécurité. Voilà qui n'est pas de nature à réchauffer les relations entre Paris et Conakry. L'épisode du débarquement « portugais » va être suivi par une recrudescence de la répression. Quatre-vingt-onze personnes sont condamnées à mort et exécutées. M. Sekou Touré démontre une fois de plus qu'il n'attache aucune importance à l'opinion internationale.

Cette escalade de la terreur est suivie, sur le plan diplomatique, par une normalisation des relations avec la Côte-d'Ivoire et le Sénégal. En 1972, MM. Sekou Touré et Houphouët-Boigny exaltent même leur *« amitié éternelle »* ! Avec la France, il faudra attendre l'élection de M. Giscard d'Estaing, en mai 1974, pour que le dialogue soit réamorcé. Le 14 juillet 1975, après seize ans de brouille entre les deux pays, les « retrouvailles » entre Paris et Conakry sont officiellement célébrées. M. Sekou Touré fait un geste de bonne volonté en libérant des détenus politiques incarcérés à Conakry. M. Lecanuet, ministre d'Etat, se rend dans la capitale guinéenne en 1975, préparant la visite officielle que M. Giscard d'Estaing effectuera en décembre 1978. L'accueil du président de la République française est chaleureux, et des accords de coopération seront bientôt négociés.

Parallèlement à cette normalisation des relations entre la Guinée et ses voisins africains et occidentaux, la situation intérieure ne s'améliore pas. L'économie guinéenne est moribonde, et la répression s'est banalisée. A Paris, les épouses de disparus politiques en Guinée rappellent inlassablement que la Guinée reste un Etat répressif et policier.

En septembre 1982, ce rappel sur la situation des droits de l'homme en Guinée pèse sur la visite officielle que le chef de l'Etat guinéen effectue en France. Les socialistes français ne se privent pas de faire comprendre qu'ils désapprouvent l'invitation à Paris de celui qui, en 1977, comparait M. Mitterrand à Hitler... Mais Conakry donne de nouveaux gages à Paris en soutenant la position de la France au Tchad. Lors de la conférence franco-africaine de Vittel, en octobre 1983, M. Mitterrand offre à M. Sekou Touré une aura de respectabilité.

Déçu par sa coopération avec le camp socialiste, le chef de l'Etat guinéen peut répondre à ses partenaires occidentaux qu'il est prêt à réorienter en partie sa diplomatie. Lors des travaux du douzième congrès du Parti démocratique de Guinée, en décembre 1983, un tournant est pris : le slogan n'est plus la « révolution », mais la « production ». Avec cette « ouverture à l'Ouest », le chef de l'Etat guinéen entend faire redémarrer l'économie de son pays. Allié de toujours, le Maroc aide puissamment la Guinée, mais cette coopération reste insuffisante. La Guinée souhaite recevoir des aides d'organisations internationales, fait appel à des investissements étrangers, notamment français, bref, elle s'ouvre vers l'extérieur.

Ces derniers mois, M. Sekou Touré s'était livré à de multiples démarches diplomatiques pour tenter d'éviter le report du prochain sommet de l'OUA, qui devait avoir lieu le 24 mai à Conakry. Futur président en exercice de l'OUA, M. Sekou Touré aurait obtenu ainsi la consécration de

LE TÉMOIGNAGE DE CHARLES DE GAULLE

« Jeune, brillant, ambitieux »

En août 1958, le général de Gaulle entreprend la tournée des pays africains membres de l'Union française pour leur demander de répondre « oui » au référendum qui, le 28 septembre, devait donner naissance à la Ve République. Le 25 août, il arrive à Conakry. Dans ses *Mémoires d'espoir* (tome I) le général raconte que la plupart des Etats où le Rassemblement démocratique africain (RDA) est au pouvoir s'apprêtent à voter « oui », et il ajoute :

« Mais cette tendance risque fort de se retourner là où le chef du gouvernement, disposant d'une équipe politique active et voulant jouer le rôle de champion du marxisme intégral et de la revanche sur l'impérialisme, s'apprête à afficher un « non ! » qui sera une proclamation.

» C'est le cas en Guinée. Le jeune, brillant et ambitieux Sekou Touré me le fait bien voir. A peine ai-je atterri sur le terrain de Conakry que je me trouve enveloppé par l'organisation d'une République totalitaire. Rien, d'ailleurs, qui soit hostile ni outrageant à mon égard. Mais, depuis l'aérodrome jusqu'au centre de la ville, la foule régulièrement disposée des deux côtés de la route en bataillons bien encadrés obéit comme un seul homme aux ordres des responsables, crie d'une seule voix : « Indépendance ! » et agite des banderoles innombrables où est inscrit ce seul mot. Au-devant, s'alignent des femmes, rangées centaine par centaine, dont chaque groupe porte des robes de coupe et de couleurs uniformes, et qui toutes, au passage du cortège, sautent, dansent et chantent au commandement.

» La « réunion de travail » a lieu à l'Assemblée territoriale, où le président du conseil a rassemblé ses militants. Sur un ton péremptoire, il m'adresse un discours fait pour sa propagande et coupé par des rafales bien rythmées de hourras et d'applaudissements. Il en ressort que la Guinée, jusqu'à présent opprimée et exploitée par la France, refusera toute solution qui comporterait autre chose que l'indépendance pure et simple. Je réponds nettement et posément que la France a fait beaucoup pour la Guinée ; qu'il y en a des signes éclatants, par exemple celui-ci : que l'orateur que je viens d'entendre a parlé en très bon français ; qu'elle propose une communauté de pays disposant d'eux-mêmes et pratiquant la coopération, et que, malgré ses charges qui sont lourdes, elle fournira son aide à ceux qui en feront partie ; que la Guinée est entièrement libre de dire « oui » ou de dire « non » ; que si elle dit « non », ce sera la séparation ; que la France n'y fera certainement pas obstacle, mais que, évidemment, elle en tirera les conséquences.

» Pendant l'entretien que j'ai ensuite avec Sekou Touré et au cours de la réception que donne au palais du gouvernement, j'achève de mettre les choses au point. « Ne vous » trompez pas ! *lui dis-je.* » République française » laquelle vous avez affai » n'est plus celle que vous av » connue et qui rusait plutôt qu » de décider. Pour la Franc » d'aujourd'hui, le colonialism » est fini. C'est dire qu'elle e » indifférente à vos reproche » rétrospectifs. Désormais, el » accepte de prêter so » concours à l'Etat que vou » allez être. Mais elle envisag » fort bien d'en faire l'écon » mie. Elle a vécu très lon » temps sans la Guinée. El » vivra très longtemps encore » elle en est séparée. Dan » cette hypothèse, il va de s » que nous retirerons aussit » d'ici notre assistance admini » trative, technique et scolai » et que nous cesserons tou » subvention à votre budge » J'ajoute qu'étant donné l » liens qui ont uni nos de » pays vous ne pouvez dout » qu'un « non » solennelleme » adressé par vous à la solid » rité que la France vous pr » pose fera que nos relatio » perdront le caractère d'ami » et de préférence au milieu d » Etats du monde. »

« Le lendemain allant retro ver l'avion par la route q j'avais prise la veille, je n'y vo plus âme qui vive. La même d cipline imposée qui l'avait, hi garnie d'une foule compacte l aujourd'hui, totalement vide Ainsi suis-je fixé sur ce q demain sortira des urnes. Sekou Touré, qui me salue mon départ, je dis : « Adieu, » Guinée ! »

Le 23 octobre 1958, après succès du référendum de Gaulle indique au cou d'une conférence de presse l'hôtel Matignon : *« La Guin est, pour nous, un devenir nous ignorons lequel. No observons ce qu'elle va être faire sous son actuel conseil gouvernement, au point de v de ses tendances et fréquent tions extérieures et au point vue de sa capacité d'Etat, arrive qu'un Etat s'y constit réellement.*

» Nous établirons nos ra ports avec la Guinée en fonct de ce qui se passera dans c différents domaines. Nous ferons sans acrimonie, ma sans avoir, je dois le dire, la c titude que ce qui est aujourd' pourra persister demain. »